Ahmed Bouharrou
Docteur d'État en droit

Un siècle de droit du travail 1926 -2026

Chronologie de la législation marocaine du travail

2025

Tables des matières

Avant-propos 19

Introduction générale 23

PREMIERE PARTIE : LA FORMATION PROGRESSIVE DU DROIT DU TRAVAIL SOUS LE PROTECTORAT 27

Introduction 29

Chapitre 1 : Du DOC de 1913 à la première règlementation du travail de 1926 31

Section 1 : Le contrat du travail dans le droit des obligations et des contrats 32

Section 2 : Les conditions de fond et de forme du contrat du travail 32

1 - Les conditions de fond 32

2 - Les conditions de forme 33

Section 3 : La suspension du contrat du travail 34

Section 4 : La rupture du contrat du travail 34

1 - Les causes communes aux CDI et aux CDD 34

2 - Les causes propres aux CDD 35

Section 5 : les effets de l'extinction du contrat du travail 35

Chapitre 2 : La première règlementation du travail (le dahir du 13/7/ 1926) et d'autres dahirs adoptés la même année 37

Section 1 : Les textes juridiques concernant le travail adoptés avant La promulgation de la première réglementation du travail du 13/7/1926 portant réglementation du travail 37

1 - Le Dahir du 25/8/1914 portant réglementation des établissements insalubres, incommodes et dangereux 37

2 - L'arrêté viziriel du 29/9/1919 relatif à la création d'un « Bureau du Travail et des Etudes sociales » 38

3 - Le Dahir du 7/5/1920 établissant une carte d'identité professionnelle à l'usage des représentants et voyageurs du commerce 38

4 - Le Dahir du 27/9/1921 relatif aux bureaux de placement des travailleurs 39
5 - Le Dahir du 21/9/1923 relatif aux mesures prophylactiques à prendre sur les chantiers 39
6 - Le dahir du 14/12/1925 relatif à la délivrance d'un carnet d'identité aux ouvriers et employés marocains 40
7 - L'arrêté viziriel du 25/12/1926 concernant les charges qui peuvent être portées, trainées, ou poussées par les enfants et les femmes 40
Section 2 : Les raisons politiques de l'adoption d'une règlementation du travail pour «le territoire marocain» 41
Section 3 : Les raisons économiques et sociales de l'adoption d'une législation du travail dès 1926 41
Section 4 : les apports règlementation du travail 42
1 - Les conditions du travail 42
2 - La sécurité et l'hygiène du travail 43
3 - L'inspection du travail 44
4 - Des dispositions spéciales 44
5 - Le conseil consultatif du travail 44
Section 5 des dahirs adoptés en 1926, 1927 et 1931 45
1 - Le dahir du 18/12/1930 portant institution du repos Hebdomadaire 46
2 - Le dahir du 13/7/1926 sur le paiement des salaires 46
3 - Le dahir du 16/12/1929 portant institution de conseils de prud'hommes 48
4 - Le dahir du 18/12/1930 portant institution du repos Hebdomadaire 49
5 - Dahir du 27/10/1931 portant réglementation de la sortie des travailleurs marocains (émigration) et dahir du 25/12/1934 sur l'immigration en zone française au Maroc 50
6 - Dahir du 27/7/1932 sur les saisie-arrêt et cession des salaires 52
Section 6 : les droits catégoriels du travail 53
1 - Le dahir du 20/12/1939 relatif aux travailleurs à domicile 53
2 - Le dahir du 21/5/1943 concernant les voyageurs et représentants placiers de commerce et d'industrie 55
3 - Le dahir du 18/4/1941 fixant le statut des journalistes 57

DAR AL AFAK

Chapitre 3 : Le renforcement de la législation du travail en 1936 59
Section 1 : La situation en France et au Maroc en 1936 59
Section 2 : L'amélioration de la législation du travail 60
1 - La réduction de la durée du travail de 10h à 8 h 61
2 - L'institution du salaire minimum 62
3 - La révision du régime juridique du paiement des salaires 62
4 - Le cautionnement 65
5 - Les congés annuels payés 66
6 - Le dahir du 7 mai 1940 sur l'embauchage des salariés et la rupture de leur contrat 67
A - L'embauchage des salariés 68
B - La rupture du contrat du travail 68
C - Contrôle et les sanctions 69
7 - Le maintien de l'activité des entreprises industrielles et le licenciement du personnel 69
Chapitre 4 : L'extension de la réglementation du travail 71
Section 1 : Un nouveau cadre de la réglementation du travail 71
1 - L'amélioration du cadre juridique des conditions du travail 71
2 - Une nouvelle configuration du système de l'inspection du travail 72
A - Les différents corps du système de l'inspection du travail 73
B - Les outils juridiques de l'intervention de l'inspection du travail 74
a - La notification des observations aux employeurs 74
b - La mise en demeure 74
c - Les procès-verbaux d'infractions 75
C - Les moyens de contrôle 75
1 - L'affichage 76
2 - La tenue de registres 76
3 - Les déclarations et les communications de certaines Informations à l'inspection du travail 76
Section 2 : Le repos hebdomadaire et les jours fériés 76
1 - Le repos hebdomadaire 77
A - Les bénéficiaires du droit au repos 77

DAR AL AFAK
COPY

B - Les formalités à remplir par l'employeur 77
C - Les modalités d'attribution du repos 77
2 - Repos des jours fériés et des fêtes diverses 78
3 - Le contrôle de l'application des dispositions régissant le repos hebdomadaire 79
Section 3 : Un droit de l'émigration 79
Section 4 : Un statut fixant les relations entre les employeurs et leurs salariés 80
Section 5 : Un droit des rapports collectifs du travail au profit des Employés et ouvriers européens 81
1 - La reconnaissance de la liberté syndicale aux Employés et ouvriers 81
2 - Le droit de la négociation collective pour les employés et les ouvriers européens 82
3 - La conciliation et le règlement des conflits collectifs du travail nés dans les relations entre employeurs et travailleurs européens 82
Section 6 : L'aménagement du cadre juridique relatif au calcul et au paiement des salaires, aux économats, au marchandage et au contrat de sous-entreprises 83
1 - Généralités sur le salaire et son paiement 83
2 - Les économats 84
3 - Le marchandage et le contrat de sous-entreprise 85
4 - Le contrôle de l'application du dahir sur le salaire 85
Section 7 : Le dahir du 31 /5/ 1943 étendant aux maladies d'origine Professionnelle les dispositions du dahir du 25/6/1927 sur les accidents du travail 85
Chapitre 5 : L'application des conventions internationales du travail ratifiées par la France au Maroc 89
Section 1 : Le fondement de la responsabilité dans l'application des normes internationales du travail aux territoires métropolitains 89
A - L'application des conventions ratifiées par l'Etat colonisateur au payé colonisé 89
B - La déclaration d'acceptation des obligations d'une convention : procédure et contenu 90
C - La non acceptation des obligations d'une convention 91

DAR AL AFAK COPY

Section 2 : La commission d'experts pour l'application des Conventions et recommandations internationales du Travail et la mise en œuvre des normes internationales du travail 91
Section 3 : La France et l'application des conventions internationales du travail par la France 92
Conclusion de la première partie 95

DEUXIÈME PARTIE :LA LÉGISLATION DU TRAVAIL DE 1956 A 2003 ... 99
Introduction 101
Chapitre I : Les mesures prises par les pouvoirs publics dans le domaine du travail dès l'indépendance 103
Section 1 : L'élaboration d'un projet de code du travail en 1956 103
1 - Les principales innovations du projet 103
2 - La structure formelle du projet 104
Section 2 : L'adhésion du Maroc à l'OIT et la ratification d'un nombre de conventions internationales du travail 105
1 - L'adhésion du Maroc à l'OIT 105
2 - La ratification d'un nombre de conventions internationales du travail .. 106
A - Les conventions internationales ratifiées avant et pendant le protectorat ... 106
B - Les conventions internationales ratifiées dès l'indépendance 107
Section 3 : L'étendue de la législation du travail à la zone internationale de Tanger et à la zone nord du Maroc 108
Section 4 : Les législations du travail maintenues après l'indépendance .. 109
1 - Le maintien du dahir du 18/6/1936 sur le salaire minimum 109
2 - Maintien du dahir du 24/1/953 sur le paiement des salaires et son adaptation . 110
3 - Maintien du dahir du 9/1/1946 sur les congés annuels payés 110
4 - Maintien de la législation relative l'émigration et à l'immigration 111
5 - Le maintien de la réglementation régissant les relations entre les employeurs et leurs salariés et fixant le statut type de ces relations . 111
6 - Maintien du système de l'inspection du travail 112
Section 5 : Les dahirs non maintenus après l'indépendance 112
1 - Abrogation du dahir du 24/12/1936 amendé en 1938 sur la liberté syndicale 113

DAR AL AFAK COPY

2 - Abrogation du dahir de 1938 sur la convention collective 113
3 - Abrogation du dahir sur les conseils aux prud'hommes 133
4 - La caisse d'aide sociale .....
Chapitre 2 : Mise en place d'un cadre juridique du rapport collectif du travail 115
Section 1 : La représentation du personnel (dahir du 16/9/1955) 115
Section 2 : Le droit syndical 117
Section 3 : Le régime juridique de la convention collective 118
Section 4 : Des institutions consultatives tripartites 119
1 - Le conseil consultatif de médecine du travail 119
2 - Le conseil supérieur de la convention collective 120
3 - La commission centrale des prix et salaires 120
4 - Le conseil supérieur de la main-d'œuvre et des commissions provinciales de main-d'œuvre 121
5 - La commission paritaire du contrôle du bureau public de placement .. 121
Chapitre 3 : L'élargissement du champ matériel et personnel du droit du travail 125
Section 1 : La réglementation de la médecine du travail 125
1 - L'organisation et le fonctionnement du service médical 126
2 - Le médecin du travail 127
3 - Le personnel du service médical 128
4 - Les locaux du service médical 128
5 - L'inspection médicale du travail 129
Section 2 : La législation du travail agricole de 1958 remplacée en 1973 .. 130
1 - L'embauchage et le licenciement des travailleurs agricoles 131
2 - La discipline et le licenciement 132
3 - Les conditions du travail agricole 132
4 - Le salaire agricole 132
5 - L'hygiène et la sécurité du travail 133
6 - L'inspection des lois sociales en agriculture/inspection du travail en agriculture 133
7 - La création de l'inspection du travail en agriculture 133

DAR AL AFAK COPY

8 - L'étendue de la législation sur les accidents du travail aux exploitations agricoles 134
Section 3 : Dahir du 24/12/1960 : le droit du travail des mineurs 136
1 - La commission du statut et du personnel /le comité consultatif 138
2 - Le personnel, embauchage et titularisation 138
3 - Les sanctions, le licenciement et les démissions 139
4 - La hiérarchie professionnelle 140
5 - La rémunération du travail 142
6 - Les absences pour raisons familiales 144
7 - Les congés payés 144
8 - Les absences pour raisons familiales 145
9 - Les avantages en nature 145
10 - Les délégués à la sécurité 146
11 - La formation professionnelle 149
12 - L'affichage, le contrôle et sanctions 150
Section 4 : Le droit du travail des gens de mer : dahir du 30/3/1919 Sur le commerce maritime 151
1 - Le contrat d'engagement maritime 152
2 - Les obligations du marin 154
3 - Les obligations de l'armateur 155
4 - Les conditions de nourriture et du couchage 158
5 - Maladies, blessures et rapatriement des marins 158
6 - La fin du contrat d'engament du marin 161
7- La conciliation des litiges entre armateurs et marins 164
8 - L'inspection du travail à bord des navires 165
Chapitre 4 : Un bilan quasi- nul de 1962 à 2003 167
Section 1 : Dahir du 29/10/1962 sur la représentation du personnel dans les entreprises 167
Section 2 : Le décret royal portant loi du 14/8/1967 : soumission de la fermeture De l'entreprise et du licenciement collectif à l'autorisation du gouverneur 169
1 - La composition de la commission consultative 170

DAR AL AFAK COPY

2 - L'indemnisation des salariés congédiés en cas de fermeture totale ou partielle d'entreprises 170
3 - Le montant de l'indemnité et les modalités de son calcul 170
Section 3 : Le dahir de 8/102/1977 relatif aux conditions d'emploi et du travail des concierges 171
1 - Le travail de la conciergerie 171
2 - Le droit du travail des concierges 172
3 - L'emploi des concierges 172
4 - La constation des infractions et leurs sanctions 173
Section 4 : Le dahir du 6/5/1982 sur la limite d'âge 174
Section 5 : La loi n° 11-98 du 15/2/2000 modifiant le droit syndical de 1957 175
Section 6 : Le droit de la médecine du travail et l'hygiène et la sécurité du travail .....
Conclusion de la deuxième partie 175

TROISIÈME PARTIE : RÉNOVATION ET MODERNISATION DE LA LÉGISLATION DU TRAVAIL EN 2003 ET PERSPECTIVES 179
Introduction 181
Chapitre 1 : Le code du travail et son architecture 185
Section 1 : La technique de codification du droit du travail 185
1 - La codification et ses techniques 185
2 - Les limites de la codification du code du travail 186
Section 2 : L'approche du droit du travail 186
1 - L'approche globale 187
2 - L'appropriation des normes internationales par les projets du code du travail 187
3 - La reproduction d'une partie de la législation du travail du protectorat 188
4 - La codification de certaines pratiques nationales dans le code du travail. 189
5 - L'inspiration du droit du travail lors de l'élaboration du projet du code du projet 189
Section 3 : La physionomie du code du travail 189
1 - Le contenu du code du travail 189

2 - La forme du code du travail 192
Chapitre 2 : la législation du travail de 2003 à juillet 2026 195
Section 1 : Le décret n° 2-12-387 du 14/9/2012 relatif à la protection des Travailleurs exposés au risque de poussière d'amiante et le Décret n° 2- 08-528 du 21/52009 relatif à la protection contre Les risques de benzène 195
Section 2 : Loi n°18-12 sur la réparation des accidents du travail 195
1 - Les bénéficiaires du droit à la réparation des accidents du travail 197
2 - La déclaration des accidents du travail 197
3 - Les modalités de réparation des accidents du travail 197
4 - La conciliation entre la victime et l'organisme assureur 198
Section 3 : Le droit du travail des artistes : loi 68-16 relative à l'artiste et aux métiers d'artistes 198
1 - Les métiers artistiques 198
2 - L'établissement artistique 199
3 - Le cadre du contrat du travail artistique 200
4 - La rémunération du travail artistique 202
5 - La protection sociale des artistes 203
6 - L'emploi des enfants et des personnes en situation d'handicap 203
7 - L'embauchage des artistes 204
8 - L'agence artistique 205
9 - Droit d'organisation et de négociation collective 206
10 - La négociation collective 207
11 - Les infractions relatives à la législation régissant le travail des artistes et les sanctions 208
Section 4 : le droit du travail des journalistes : loi 89-63 209
1 - La définition du journaliste 209
2 - Les sources régissant le travail du journaliste professionnel 210
3 - Relations de travail au sein de l'entreprise de presse 210
4 - Le cadre contractuel de l'emploi du journalistes 211
Section 5 : Le droit du travail domestique 213
1 - La définition du travailleur et travailleuse domestique 214

DAR AL AFAK COPY

2 - Les conditions d'emploi des travailleurs et travailleurs domestiques.... 214
A - Le contrat du travail domestique 215
B - L'embauche par le biais des agences de recrutement privées..... 215
C - Les obligations inhérentes au recrutement 215
D - L'âge d'admission au travail domestique 216
E - La durée du travail, le repos hebdomadaire, le congé annuel et les jours fériés..... 218
F - Le salaire dans le travail domestique 219
G - Le contrôle et les sanctions 220
Section 6 : Le droit du travail dans les sociétés de Gardiennage et de transport des fonds..... 221
1 - Les taches pouvant être exercées par les sociétés de gardiennage et de transport de fonds..... 222
2 - Les conditions exigées pour l'autorisation de l'exercice des activités de gardiennage et de transport de fonds 222
3 - Les conditions d'emploi des salariés par les sociétés de gardiennage et de transport de fonds..... 223
4 - Les conditions et les modalités d'exercice des activités de gardiennage et de transport de fonds 224
5 - Le contrôle de l'application du droit régissant les Sociétés de gardiennage et de transport de fonds 225
A - L'action des officiers de police judiciaire 225
B - Le rôle de l'inspection du travail..... 225
C - Le rôle de l'administration locale de l'intérieur dans la veille sur le respect du droit régissant le gardiennage et le transport de fonds....226
D - Les sanctions des violations de la loi et de son décret d'application 226
Section 7 : La loi organique n°97-15 fixant les conditions et les formalités de l'exercice du droit de grève..... 227
1 - Qui peut exercer le droit à la grève 227
2 - Quelles sont les conditions et les procédures fixées pour l'exercice du droit de grève 228

DAR AL AFAK

Chapitre 3 : Avenir et perspectives du droit du travail 231
Section 1 : La réforme de la législation du travail : objectifs, enjeux et contenu 232
1 - Les objectifs de la réforme 234
2 - Les enjeux de la réforme du droit du travail 236
3 - Le processus de la réforme 236
Section 2 : La réduction du hiatus entre le droit et la réalité 237
Section 3 : Les axes de la réforme proposés 238
1 - Le renforcement de la place des droits fondamentaux dans la législation du travail 239
2 - Les rapports individuels du travail 239
3 - Les rapports collectifs du travail 239
4 - La santé et la sécurité du travail 240
5 - L'emploi 240
6 - Les nouvelles formes d'emploi 241
7 - Le régime juridique du travail temporaire 242
8 - Le droit de la médecine 244
Conclusion de la troisième partie 245
Conclusion générale 247
Bibliographie 249

DAR AL AFAK
COPY

Ahmed BOUHARROU docteur d'Etat en droit, a exercé plusieurs responsabilités dans l'admi-nistration du travail. Chercheur en droit du travail et relations professionnelles. Il a son actif plus d'une trentaine de publications et plusieurs articles dans des revues spécialisées et des journaux.

Au Maroc, avant le protectorat, la relation du travail n'a été régie par aucun droit, sauf des règles coutumières, des usages et certains préceptes islamiques.
Depuis 1913, date d'adoption du dahir du 12 aout sur les obligations et contrats. Ce code a établi un cadre juridique pour le contrat du travail fondé sur l'autonomie des volontés et la liberté contractuelle.
Pendant le protectorat, la première réglementation du travail a vu le jour pour la première fois avec l'adoption du dahir du 13/7/1926 portant réglementation du travail. Cette réglementation va se développer au fil des ans de 1926 à 1951. Elle était applicable essentiellement aux employeurs et aux travailleurs européens.
Dès l'indépendance, la plupart des dahirs et arrêtés ont été maintenus, étendus sur le territoire marocain et mis en application. Les rapports collectifs du travail dont les marocains en ont été exclus de la jouissance, ont été développés grâce à l'adoption des dahirs sur les syndicats professionnels, la convention collective et l'élection des délégués du personnel.
De 1962 à 2003, malgré l'adoption de quelques textes juridiques, le bilan législatif et réglementaire en matière de la législation du travail est quasi-nul. Le droit du travail dans les mines (dahir du 24/12/1960) et droit du travail maritime (dahir du 31/03/1919) n'ont pas connu pratiquement de réforme importante).
Depuis l'adoption du code du travail en 2003, différentes lois ont été promulguées pour régir les conditions du travail et d'emploi de diverses catégories de travailleurs (artistes, journalistes, travailleurs domestiques, travailleurs des sociétés de gardiennage et de transport de fonds,...) la loi sur les accidents du travail, la loi organique sur l'exercice du droit de grève.
Le code du travail mis en application depuis le 8/6/2004 a développé les rapports individuels et collectifs du travail, diversifié les instances représentatives du travail, institutionnalisé la conciliation et l'arbitrage et a organisé l'intermédiation dans la gestion du marché du travail. En dépit de ces grands apports, le code du travail connait des dysfonctionnements dans sa mise en œuvre. Dbu la nécessité de sa réforme dans sa globalité.
La législation du travail est centenaire (13/7/1926- 13/7/2026). Sa chronologie est abordée à travers trois parties :

- La formation progressive du droit du travail sous le protectorat 1912-1956,
- La législation du travail de 1956 à 2003, date d'adoption du code du travail ;
- La rénovation de la législation du travail en 2003 et les perspectives de sa réforme.

LIBRAIRIE DAR ASSALAM

TEL -FAX : 05 37 72 56 23
E-mail : contact.ndarassalam.ma
lib.darassalam@yahoo.fr

Prix: 100 Dh

9 789920 440271